

BASSMA KODMANI

Directrice de l'Initiative Arabe de Réforme.

La perspective d'un règlement du conflit israélo-palestinien semble plus éloignée que jamais. Une culture de la violence a gagné du terrain des deux côtés. Bientôt, la solution des deux États aura perdu toute pertinence en raison de la nouvelle donne instaurée par les colonies de peuplement, les routes de contournement et le mur de séparation, tandis que le maintien de la séparation entre la Cisjordanie et la bande de Gaza est en train de miner les espoirs de construction d'une politique palestinienne unique. Les ramifications régionales sont plus importantes qu'il y a quelques années. La question aujourd'hui n'est pas de savoir à quel type d'accord négocié on peut arriver, mais si un règlement négocié sur la base de deux États est encore possible avant qu'une nouvelle confrontation régionale n'éclate. Les Palestiniens, unis par la résistance, ont réussi dans une certaine mesure à relancer leur lutte, suffisamment pour raviver la crainte à l'intérieur d'Israël, mais pas suffisamment pour en faire une priorité stratégique majeure.

Contrairement à l'Irak ou au Soudan, il existe une solution au conflit israélo-palestinien, même aux problèmes les plus difficiles. Mais la crise de leadership des deux côtés repousse la perspective d'un accord de paix imminent.

Aucun processus de négociation impliquant des accords intérimaires ne pourra survivre sans que la communauté internationale ne s'engage dans une intervention politique énergique, y compris par sa présence effective sur le terrain. L'engagement éventuel du nouveau président des États-Unis et des Européens à faire un effort sérieux et soutenu pour résoudre ce conflit dépendra de la perception de la situation qu'en ont les dirigeants. Bien que le conflit israélo-palestinien ne soit peut-être plus le conflit central de la région, il est certain que son absence de règlement est en train de saper les efforts visant à relever les divers autres défis régionaux.

Tant que la communauté internationale manquera d'une véritable volonté et d'un véritable désir d'engagement, il sera impossible de forcer les Israéliens et les Palestiniens à faire la paix. D'autre part, sans l'intervention politique ferme de la communauté internationale, aucun processus de négociation impliquant des arrangements intermédiaires ne survivra. Chaque fois que les Palestiniens et les Israéliens sont laissés à eux-mêmes, leurs relations se détériorent. Laisser les deux parties seules n'amène ni une confiance mutuelle, ni une atmosphère propice au rétablissement de la paix.

La tâche de mettre fin à ce conflit demande beaucoup d'efforts. Elle porte peu de promesses de récompense et de nombreux risques d'échec. Elle exige une médiation de bonne foi, intense et innovante, sur une longue période de temps, avec une conscience claire des interférences qui peuvent venir de plusieurs côtés. Quelle serait la motivation d'un nouveau président des États-Unis pour donner la priorité à ce conflit et pour consacrer l'énergie nécessaire à sa résolution? Quels sont les dividendes stratégiques à attendre d'un accord de paix?

Une réelle implication dans la négociation d'un règlement de paix aurait pour effet immédiat de calmer la scène régionale et d'écartier certains acteurs externes qui n'ont pas de rôle légitime à jouer dans cette zone : l'un est Al-Qaïda, un autre est l'Iran, dont les rôles pourraient être marginalisés, sous certaines conditions.

La fin de l'occupation et l'octroi d'un état aux Palestiniens est une question de justice, mais au-delà de son aspect moral, la question palestinienne a de profondes ramifications stratégiques. L'arrière-plan réel de la question palestinienne est l'opinion publique arabe (et maintenant musulmane), qui pourrait alimenter les craintes d'Israël à jamais. Aucune barrière de sécurité ne pourra apaiser ces craintes, pas plus que la guerre contre le terrorisme ne pourra les faire disparaître.

Le choix est entre, d'une part, la recherche d'équilibres stratégiques où l'opinion publique est contenue grâce à la dissuasion (sanctions ou menaces de représailles dévastatrices, y compris par l'utilisation d'armes nucléaires), et d'autre part, la recherche de solutions qui apportent les résultats politiques attendus et changent la psychologie des populations de la région.

Des comparaisons avec la situation de Afrique du Sud ont fréquemment été faites, certaines justifiées et d'autres non. Pourtant, un aspect mérite d'en être retenu, à savoir l'impact de la communauté internationale, non seulement parce que les sanctions ont joué un rôle clé pour convaincre les élites dirigeantes blanches que l'apartheid n'était pas défendable, mais aussi parce que la fin de la guerre froide et l'effondrement du camp communiste ont convaincu la minorité blanche qu'une administration noire ne serait pas obligatoirement synonyme de régime communiste.

Pour Israël, l'émergence d'une identité islamique militante dans la région a considérablement augmenté les craintes, et le scénario cauchemardesque d'une administration islamique aux portes d'Israël est en passe de devenir une réalité avec le contrôle du Hamas sur Gaza. Pourtant, seul Israël est en mesure de désamorcer la tendance islamique militante et agressive en Palestine, en choisissant la voie du compromis, au lieu de se préparer à un affrontement avec l'Iran qui attiserait les flammes de l'islam radical dans toute la région.

Le nouveau président des États-Unis devra rapidement s'attaquer au problème et décider de s'engager dans le rétablissement de la paix. Le premier défi auquel il aura à faire face sera de savoir s'il continue dans une voie qui pourrait, au mieux, mener à une demi-solution pour la moitié des Palestiniens, ou s'il engage le dialogue avec le Hamas, directement ou indirectement, pour permettre à un gouvernement d'unité palestinienne d'émerger.

Le temps est également venu pour l'Europe de définir les conditions politiques qui fixeront les conditions de sa propre participation. La première question qui permettra de déterminer les attitudes à l'égard de nombreuses autres questions du conflit et au-delà, est de savoir si l'UE dialoguera avec le Hamas.

Parler au Hamas

Jusqu'à janvier 2006, il était encore possible d'éviter de parler avec le Hamas en soutenant l'Autorité palestinienne dominée par le Fatah, ce qui passait par des progrès du processus de paix. Une position ferme de l'Occident sur les questions essentielles (telles que l'affirmation que les colonies de peuplement sont illégales et que le statut de Jérusalem reste encore à définir) aurait renforcé la crédibilité de l'Autorité palestinienne. Parce que les Palestiniens - qu'ils soient du Fatah ou du Hamas et qu'ils prônent la résistance armée ou non - n'ont jamais cessé de croire qu'une forte implication de forces étrangères est le seul moyen de rééquilibrer leur bataille avec Israël.

Impliquer le Hamas est devenu une nécessité et plusieurs gouvernements européens ont commencé à le faire. Mais le dialogue avec le Hamas doit être engagé sur des bases solides :

- Les États-Unis et l'Europe peuvent continuer à fixer des conditions pour la reconnaissance du Hamas et son insertion dans le processus diplomatique, mais les chances d'une réponse positive seront bien plus fortes si des conditions identiques sont fixées pour Israël. La principale responsabilité du progrès repose sur les épaules du gouvernement israélien, parce qu'Israël contrôle les territoires palestiniens et non l'inverse. Pour ouvrir un espace de négociations, il est peut-être nécessaire de demander à Israël de geler le développement de colonies de peuplement et d'accepter de démanteler celles qui empêchent la formation d'un État palestinien viable, et en échange, d'exiger du Hamas qu'il reconnaisse Israël, qu'il renonce à la violence, et qu'il mette fin à la détention de Gilad Shalit.
- En s'appuyant sur le cessez-le-feu conclu sous les auspices de l'Égypte, les Européens et les Américains devraient poursuivre un dialogue soutenu avec la direction du Hamas pour chercher sérieusement les domaines de compromis possibles au-delà des discours militants du mouvement.
- Parler avec le Hamas ne doit pas exclure de continuer à travailler à réduire son influence. Des concessions israéliennes et des progrès dans les négociations de paix resteront les moyens les plus efficaces d'affaiblir les positions islamistes et de réduire leur influence globale, parce que cela aussi est un objectif clé des Palestiniens laïques pour préserver l'avenir d'une société palestinienne démocratique.

Au-delà de l'obstacle Hamas, des responsables politiques ayant une influence morale et une véritable vision de la paix devront soutenir plus fermement leurs points de vue. Avec les autres défis apparus au Moyen-Orient et ailleurs, il est d'autant plus important de réaffirmer la place centrale du conflit israélo-palestinien : bien qu'il ne soit pas le seul conflit, ni le plus mortel, il a toujours miné les efforts visant à résoudre les autres problèmes de la région. Il est donc nécessaire de réaffirmer certains principes de base au sujet de ce qui doit être fait et de ce qui doit être évité :

- Faire un meilleur usage des alliés arabes, de leurs idées, de leurs initiatives, et de leur capacité à influencer les différents partis palestiniens. Le Qatar a montré ses talents de diplomate dans la négociation d'un compromis entre les factions libanaises. L'Arabie saoudite a également les qualifications et peut promouvoir les mesures d'incitation nécessaires pour faciliter une réconciliation inter-palestinienne sur des bases acceptables afin que le processus de paix reprenne.
- Réformer les institutions palestiniennes est absolument nécessaire, mais le plan du Quartet proposé par Tony Blair va loin dans la promotion de réformes dans des domaines qui doivent être résolus par des négociations avec Israël. Des réformes sont utiles si elles sont promues *en plus de*, plutôt *qu'à la place de* la pression forte pour un accord de paix.
- La communauté internationale a investi plus de 12 milliards de dollars depuis Oslo et quelques 3 milliards de dollars depuis l'élection du gouvernement du Hamas, mais la situation de la population palestinienne a continué de se détériorer. L'aide internationale fournit simplement ce qu'il faut pour éviter une crise humanitaire majeure qui susciterait une couverture médiatique visible. Mais il n'en reste pas moins que la société palestinienne et la politique sont dévastées et que l'aide étrangère, financière ou autre, ne peut se substituer à l'action politique.
- Promouvoir la coopération économique n'est pas une clé pour résoudre le conflit. Les termes de base d'un accord sont inchangés : des gains territoriaux et un État pour les Palestiniens en échange de la sécurité pour Israël. Tous les autres domaines de coopération découleront de cela.
- La réforme de la sécurité n'est pas non plus une clé, comme le suggère le plan du Quartet chapeauté par Tony Blair. Une politique palestinienne fonctionnant mal et fragmentée ne peut pas assurer sa propre sécurité, ou celle de son partenaire pour la paix, si elle n'est pas en mesure de fournir d'autres biens.
- Enfin, assurer la surveillance internationale directe, sur le terrain, pour quel qu'accord que ce soit est une nécessité absolue. Étant donné les échecs du passé, il faut instaurer des instances de mise en œuvre et de vérification et un mécanisme de règlement des différends.